

«Qu'est-ce qui est le plus moral, créer une banque ou l'attaquer ? »

Berthold Brecht

En mai, une grève des chômeurs a commencé un peu partout en France. Intervention en direct sur un plateau télé, occupations d'agences Pôle Emploi, mais aussi de leurs directions départementales, régionales et nationale, blocage de plate-formes téléphoniques (3949), interventions à la CAF, visite de boîtes de coaching, ballades et piquets de grève dans la rue, assemblées sur la place publique... La grève des chômeurs, c'est une grève contre la culpabilisation, le travail forcé, l'isolement, le management.

Aujourd'hui nous manifestons contre la réforme des retraites. Chômeurs déjà soumis à la réduction de nos allocations, aux injonctions à travailler toujours plus, et à la surveillance de nos comportements, nous ne pouvons que combattre une réforme qui détruit un droit durement gagné par les luttes ouvrières: le droit au repos après une vie donnée aux entreprises.

Mais nous ne pouvons pas en rester au refus de l'allongement de la durée de cotisation. Qui compte encore sur un emploi à temps plein (donc sur des cotisations à taux plein) jusqu'à 60 ans ? Quelle retraite existe t-il aujourd'hui pour les précaires permanents, RMIstes de longue date, RSAstes fraîchement arrivés, femmes au foyer divorcées, intermittentes de l'emploi, intérimaires depuis toujours, chômeurs à durée indéterminée, abonnées aux emplois à temps très partiel, auto-entrepreneurs sans clients, étudiants attardés, petits paysans au RSA... ? La semaine dernière lors d'un atelier collectif à Pôle emploi où nous nous étions invités, nous avons croisé un chômeur de 60 ans et 40 kg qui cherchait un boulot dans la sécurité pour avoir droit à une pension correcte. Une réalité banale, que le gouvernement et les entreprises désirent généraliser, et que les centrales syndicales dénie dans leurs propositions, ne faisant même pas le lien avec le « minimum vieillesse ».

Il en est de la gestion des retraites comme de la gestion de la précarité : chacun est culpabilisé pour pousser tout le monde à rester disponible sur le marché de l'emploi le plus longtemps possible. Nous devrions avoir honte de vivre plus longtemps, nos grands-parents devraient culpabiliser d'avoir fait trop d'enfants, nos parents pas assez. Et nous serions tous coupables d'endetter l'entreprise-France. Pendant ce temps, les assurances privées et les banques développent de plus en plus des retraites complémentaires, à l'affût de ce marché d'avenir. Et les banques prospèrent. Pas seulement grâce à la finance internationale, sans laquelle le capitalisme serait soit-disant plus éthique, mais aussi grâce à l'endettement, qui constitue déjà pour beaucoup le seul accès possible aux besoins minimaux, et fait des banques notre patron le plus impitoyable.

Et pour justifier chaque réforme qui réduit nos revenus et accroît notre surveillance, on ose encore invoquer le déficit public, la crise, le « réalisme économique ». Pourtant chacun sait qu'en cas de crise, les banques seront sauvées de toutes façons, et que les pauvres le payeront, tôt ou tard, directement ou indirectement. Tout pourra alors recommencer.

NOUS NE VOULONS PAS DE CETTE RÉALITÉ-LÀ. NOUS NE DEVONS RIEN NOUS VOULONS TOUT

CAFé des CAFards de Montreuil :

pour faire face collectivement aux institutions de gestion de la précarité (CAF, Pôle emploi...), rdv tous les mardis de 17h à 19h au 9 rue François Debergue, M° Croix de Chavaux (cafardsdemontreuil@riseup.net)

Coordination des intermittents et précaires :

Permanence d'autodéfense sociale, intermittence (cap@cip-idf.org), précarité chômage (permanenceprecarite@cip-idf.org). Les lundis de 15 à 18h, 14 quai de charente, Paris 19e, M° Corentin Cariou, tel 01 40 34 59 74

Pour plus d'infos sur les actions en régions et connaître les rdv franciliens :

www.cip-idf.org



Lundi 28 juin: rdv action pour le relèvement de la coordination des intermittents et précaires menacée d'expulsion à **13h**

sur le terre plein place du Châtelet (m° Châtelet). Prévoir sandwich, bouteilles d'eau, vêtements chauds.

Vendredi 2 juillet: soirée de soutien à la cip-idf (soutien financier pour une action contentieuse contre Pôle emploi au TGI à l'initiative des Maternitantes, et, pour les frais occasionnés suite à la plainte de la CFDT pour l'occupation de ses locaux)

à partir de 18h: projections, repas, concerts avec *Las Ondas Marteles, Le Bringuebal*
14 quai de charente, Paris 19e,
M° Corentin Cariou